

N°276

Février 2012



3^{ème} trimestre 2011 : après une embellie, l'emploi chute à nouveau

- ▶ Olivier SERRE
- ▶ Jean-Philippe THANRY

PIB français :
+0,3 %

Emploi salarié lorrain :
-0,4 %

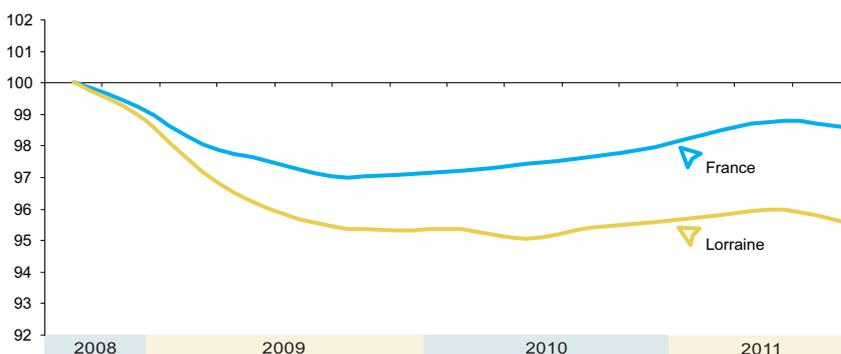
Chômage lorrain :
9,5 %

FRANCE Au troisième trimestre 2011, la croissance française frémisse avec +0,3%. La consommation des ménages se redresse (+0,3%). Mais l'investissement global ralentit malgré une petite accélération de celui des ménages. L'emploi dans les secteurs marchands diminue de 0,2% et l'emploi intérimaire est en net repli. Le taux de chômage, en hausse de 0,2 point, est de 9,3% de la population active en métropole.

LORRAINE En Lorraine, l'emploi salarié diminue de 0,4% au troisième trimestre 2011, soit une perte d'environ 2 000 emplois. Cette baisse est en grande partie imputable au recul de l'intérim. Le nombre d'entreprises créées continue de se réduire. Les exportations progressent, mais n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la crise. Le taux de chômage augmente de 0,1 point et s'établit à 9,5% de la population active. Les seniors sont particulièrement touchés.

Emploi salarié : baisse régionale et nationale

Emploi salarié, indice base 100 septembre 2008



Champ : ensemble de l'économie hors agriculture et emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale)

Source : Insee, estimations d'emploi

Conjoncture nationale et internationale : sursis estival en France



Allemagne

En Allemagne, au troisième trimestre 2011, la croissance reprend avec un PIB en hausse de 0,5%, juste après le coup de frein du trimestre précédent (+0,3%). L'Allemagne reste la locomotive d'une zone euro en faible croissance (+0,1%).

L'emploi salarié progresse de 1,2% sur un an. L'Allemagne gagne ainsi 447 000 postes par rapport à septembre 2010. En Rhénanie-Palatinat, l'emploi progresse de 2,4%, soit 29 500 postes. En Sarre, il progresse de 2,3%, soit 8 300 postes.

Le taux de chômage allemand baisse de 0,3 point sur le trimestre. Le chômage touche 6,6% de la population active en septembre 2011. Sur un an, le nombre de chômeurs baisse de 7,6%, soit 231 000 chômeurs de moins. En Rhénanie-Palatinat et en Sarre, le chômage baisse de 0,2 point et touche respectivement 4,9% et 6,4% de la population active.

Dans un contexte de rebond au niveau international, la croissance française frémit avec +0,3% au troisième trimestre 2011. La consommation des ménages se redresse (+0,3%). Globalement, l'investissement ralentit. L'investissement des ménages accélère légèrement, mais celui des sociétés non financières chute. Le commerce extérieur ne contribue pas à la croissance. L'emploi salarié dans les secteurs marchands diminue de 0,2% et l'emploi intérimaire est en net repli. Au troisième trimestre 2011, le chômage touche 9,3% de la population active en métropole.

Jusqu'au premier trimestre 2012, l'activité en France se contracterait, avant de progresser faiblement au deuxième trimestre. L'emploi reculerait dans les secteurs marchands et le chômage augmenterait jusqu'à mi-2012.

Au troisième trimestre 2011, dans l'ensemble des économies avancées, l'activité a progressé à un rythme nettement supérieur à celui du deuxième trimestre (+0,5% après +0,2%). L'économie nipponne a progressé de 1,5% au troisième trimestre, après un recul de 0,3% au trimestre précédent. L'activité aux États-Unis a légèrement accéléré au troisième trimestre (+0,5% après +0,3%). Ce redémarrage a permis un rattrapage de la consommation des ménages américains, notamment en automobile. Dans la zone euro, les économies française (+0,3%) et al-

lemande (+0,5%) ont accéléré, soutenues par le net rebond de la consommation des ménages. En revanche, l'activité a stagné en Espagne et se serait repliée en Italie avec -0,2%, en raison du recul de la demande intérieure.

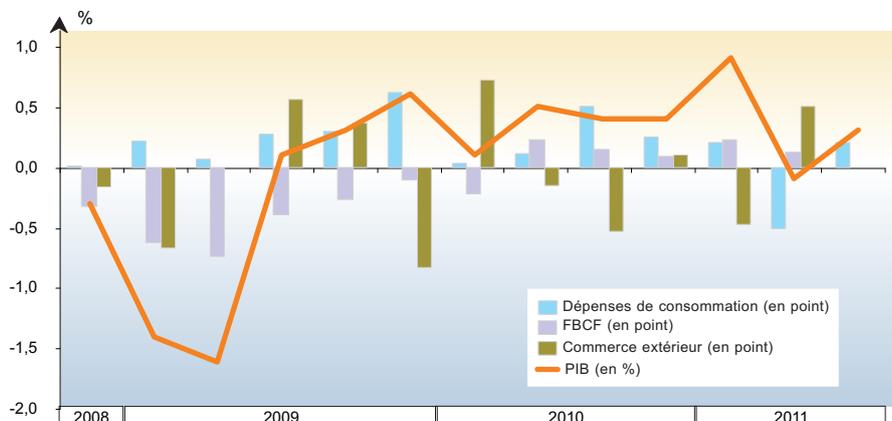
Redressement de la consommation des ménages

En France, les dépenses de consommation des ménages repartent à la hausse (+0,3% après -1,0%). Les achats de matériels de transport (notamment automobiles)

Sources internationales :

- Note de conjoncture de l'Insee
- Banque Nationale de Belgique
- STATEC : Institut national de la Statistique et des Études Économiques du Grand-Duché du Luxembourg
- Destatis : Statistisches Bundesamt Deutschland

Le rebond du troisième trimestre est dû à la consommation



Source : Insee - comptes nationaux trimestriels

augmentent de 0,5%, après la forte baisse du deuxième trimestre (-11,1%). Les dépenses en services sont en hausse de 0,4%. L'investissement total enregistre une hausse de 0,2%, inférieure de 0,4 point à celle du trimestre précédent. L'investissement des entreprises non financières baisse de 0,6% (après +0,3%). Celui des administrations publiques ralentit légèrement (+0,5% après +0,7%). L'investissement des ménages progresse de 1,3%, porté par la construction de logements neufs.

Contribution nulle du solde extérieur à la croissance

Le montant des exportations s'accroît de 0,8%, sous l'impulsion des exportations de biens (+1,0%), alors que celles de services reculent (-0,3%). Dans le même temps, les importations se redressent (+0,7% après -1,0%) : les achats d'énergie-eau-déchets rebondissent (+4,0%), notamment pour les produits pétroliers et les importations de matériels de transport (+3,2%, après le recul de 5,2% du trimestre précédent). Au total, le solde extérieur a une contribution nulle à la croissance du troisième trimestre.

Stabilité de l'emploi salarié et augmentation du taux de chômage

Après plusieurs trimestres de croissance, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands recule de 0,2% au troisième trimestre 2011. Cette évolution provient essentiellement d'un fort repli de l'intérim.

En moyenne sur le troisième trimestre 2011, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 9,7% de la population active en France (y compris Dom). Pour la France métropolitaine, le taux de chômage est de

9,3%, soit 2,6 millions de personnes. Il est en hausse de 0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2011.

Faibles perspectives pour le début de 2012

En France, l'activité se contracterait légèrement au quatrième trimestre 2011 (-0,2%) et au premier trimestre 2012 (-0,1%), avant de progresser faiblement au deuxième trimestre 2012 (+0,1%). La demande des entreprises, moteur de la reprise depuis deux ans, finirait par fléchir. Face à des perspectives d'activité atones et au resserrement de leurs conditions de financement, les entreprises réduiraient leurs dépenses d'investissement. Parallèlement, l'emploi reculerait dans les secteurs marchands jusqu'à mi-2012, et le chômage s'inscrirait en hausse à cet horizon. Les ménages, confrontés à la dégradation du marché du travail et à la stagnation de leur pouvoir d'achat, maintiendraient un niveau d'épargne élevé : la consommation ne soutiendrait donc que faiblement la croissance française jusqu'à mi-2012.



Belgique

En Belgique, au troisième trimestre 2011, la croissance stoppe brutalement. Le PIB diminue de 0,1%, après une hausse de 0,4% au deuxième trimestre. En septembre, le taux de chômage est de 7,4% de la population active. Il est en hausse de 0,2 point depuis le trimestre précédent. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi recule de 3,9%, ce qui représente 23 000 chômeurs de moins.

L'emploi en Belgique progresse de 0,3% au cours du troisième trimestre 2011. Cela représente une augmentation de 12 500 postes par rapport au deuxième trimestre 2011 et de 74 000 postes sur un an.



Luxembourg

Au troisième trimestre 2011, la conjoncture luxembourgeoise est très bien orientée. En effet, le PIB luxembourgeois se redresse de +0,6%, après une baisse de 0,9% au deuxième trimestre. L'emploi total intérieur progresse de 0,7%. Cela correspond à un gain de 2 800 postes. L'emploi frontalier étranger augmente de 0,8%. Sur un an, l'emploi frontalier étranger s'accroît de 5 000 postes, soit une hausse de 3,3%.

Le taux de chômage stagne à 6% de la population active au Luxembourg. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi augmente cependant de 1,7%.

Biens et services : Équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés

Évolution trimestrielle (en %) données cjo-cvs	2009				2010				2011			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Produit Intérieur Brut	-1,6	0,1	0,3	0,6	0,1	0,5	0,4	0,4	0,9	-0,1	0,3	
Importations	-6,7	-2,7	-0,2	3,8	1,4	3,5	3,9	-0,1	3,0	-1,0	0,7	
Dépenses de consommation des ménages	-0,1	0,1	0,2	0,8	0,1	0,1	0,7	0,4	0,2	-1,0	0,3	
Dépenses de consommation des administrations publiques	0,5	0,8	0,6	0,6	-0,1	0,3	0,2	0,1	0,4	0,1	0,2	
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) totale	-3,5	-1,8	-1,3	-0,5	-1,2	1,2	0,8	0,4	1,2	0,6	0,2	
dont : ENF (sociétés)	-5,9	-2,8	-0,8	0,4	-0,2	2,9	1,4	0,8	1,9	0,3	-0,6	
Ménages	-2,4	-1,9	-1,7	-1,0	-0,4	0,1	1,7	0,7	-0,2	1,2	1,3	
APU (administrations publiques)	2,3	1,7	-1,4	-1,9	-5,5	-1,8	-2,1	-1,4	1,5	0,7	0,5	
Exportations	-7,3	-0,5	1,3	0,7	4,4	3,1	2,3	0,5	1,3	0,7	0,8	
Demande intérieure totale	-1,6	-0,5	-0,1	1,4	-0,6	0,6	0,9	0,2	1,4	-0,5	0,3	

Source : Insee - Comptes nationaux trimestriels

Conjoncture Lorraine :

L'emploi lorrain orienté à la baisse

MÉTHODOLOGIE

Les chiffres de l'emploi sont établis à partir du 2^{ème} trimestre 2009 sur la base de la nomenclature révisée «NAF rev2». Le champ des secteurs «principalement marchands» couvre 15 des 17 postes de cette nouvelle nomenclature (Secteur DE à MN et secteur RU). Ce nouveau champ, pratiquement équivalent à celui utilisé dans l'ancienne nomenclature, permet de regrouper les activités particulièrement sensibles à la conjoncture.

Les estimations d'emploi trimestrielles calculées sur le champ du secteur principalement marchand prennent désormais en compte les effectifs intérimaires. L'agriculture et l'emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale) sont par contre exclus du champ.

Sidérurgie

Au troisième trimestre 2011, la production de produits sidérurgiques en Lorraine diminue de 2,4% par rapport au même trimestre 2010, alors qu'elle augmente de 7,6% au niveau national.

Les productions régionales de fonte et de produits finis laminés diminuent respectivement de 7% et 3% sur un an. Au niveau national, elles augmentent respectivement de 7,2% et de 1,5%.

En Lorraine, seule la production d'acier brut augmente (+1,4%). Toutefois, cette augmentation est inférieure à celle relevée au niveau national (+11,7%).

Les exportations lorraines de produits sidérurgiques et de produits métalliques baissent de 0,4% par rapport au troisième trimestre 2010.

Au troisième trimestre 2011, l'emploi salarié diminue de 0,4% en Lorraine, soit une perte d'environ 2 000 emplois. Cette baisse est en grande partie imputable au recul de l'intérim. Le nombre d'entreprises créées continue de se réduire. Les exportations progressent, mais n'ont toutefois pas retrouvé leur niveau d'avant la crise. Le taux de chômage augmente de 0,1 point et s'établit à 9,5% de la population active. Les seniors sont particulièrement touchés.

Au troisième trimestre 2011, l'emploi en Lorraine diminue de 0,4% par rapport au trimestre précédent. Tous les secteurs de l'économie régionale suppriment des emplois. Le travail intérimaire est particulièrement touché, avec une baisse de 4,2%, soit près de 900 postes supprimés en un trimestre. Jusqu'à présent, la création d'emploi en Lorraine était principalement soutenue par l'intérim. La baisse du nombre d'intérimaires reflète les craintes des chefs d'entreprises d'une baisse de leur niveau d'activité.

La construction subit également de plein fouet la crise. Ses effectifs diminuent de 0,9% par rapport au deuxième trimestre. L'industrie perd 0,4% de ses effectifs. Le secteur du commerce résiste mieux : ses effectifs décroissent de 0,2%. Cela représente 180 emplois.

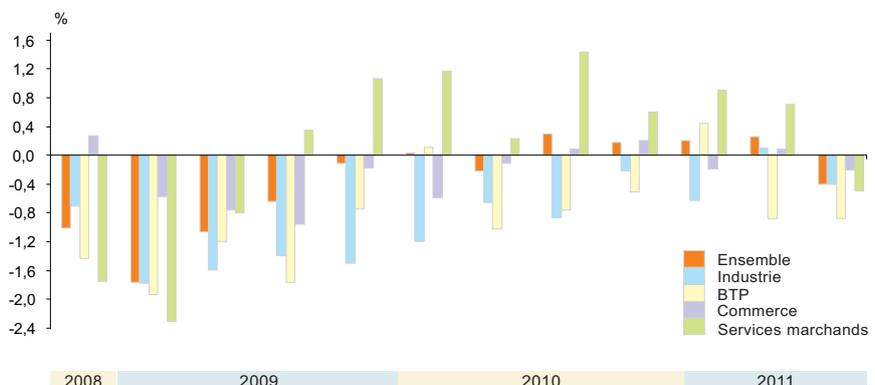
Forte baisse de l'emploi intérimaire

Le contexte économique incertain pèse sur les perspectives du secteur des services marchands. Si la majorité des chefs d'entreprise jugeait correcte l'activité jusqu'à présent, le climat conjoncturel pour le troisième trimestre est jugé négativement. Ce ressenti va de pair avec les variations d'effectifs en un trimestre dans le secteur des services marchands hors intérim (-0,2%), mais surtout dans ceux de l'intérim (-4,2%).

Le secteur des activités financières et de l'assurance continue de recruter (+0,7%), mais c'est principalement pour faire face aux prochains départs à la retraite. Les personnels massivement recrutés dans les années soixante-dix doivent être remplacés, même si les effectifs globaux dans ce secteur risquent d'être revus à la baisse.

Recul de l'emploi dans tous les secteurs d'activité

Évolution de l'emploi salarié lorrain



Champ : ensemble de l'économie hors agriculture et emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale)

Source : Insee, estimations d'emploi

Les incertitudes économiques impactent de plein fouet la vente de logements et de locaux. Les effectifs de service dans les activités immobilières diminuent de 0,7%.

Dans le secteur de la logistique (transport et entreposage), l'activité recule légèrement. L'impact du contexte économique est tout aussi mal ressenti que les variations du coût des carburants. Dans ce secteur, les effectifs ont diminué de 0,7% en un trimestre.

Point positif, les effectifs dans l'hébergement et la restauration en Lorraine croissent de 1,3% en un trimestre. Cela représente plus de 330 emplois. La moitié des emplois sont domiciliés en Moselle et le quart en Meurthe-et-Moselle.

Industrie : 500 emplois de moins

La perte globale de 0,4% des emplois dans l'industrie cache des situations très différentes selon les secteurs. Si le secteur agro-alimentaire voit sa demande se maintenir, les changements sont toutefois sensibles. Le recours accru aux circuits courts implique une certaine restructuration des autres acteurs de ce secteur comme le montre la fin de la production de fromage sur le site de Xertigny par LACTALIS. Ce site employait 128 personnes. De manière plus globale, le secteur de la fabrication de denrées alimentaires perd 2,2% de ses effectifs par rapport au deuxième trimestre 2011. Cela représente une perte de plus de 400 emplois.

Après un rebond au mois de juillet, l'activité industrielle s'est maintenue en Lorraine. Cela a entraîné une augmentation de la production, tout particulièrement dans le secteur des équipements électriques et électroniques. Les effectifs augmentent dans ce secteur de 0,1% par rapport au deuxième trimestre 2011.

Les industries des matériels de transports suivent un cycle comparable. Contrairement à ce qui se passe au niveau national, l'activité régionale reste à des niveaux corrects. RENAULT souhaite augmenter de 27% la production de Master dans son établissement SOVAB de Batilly. Toutefois, cette augmentation de la production se fera par une amélioration de la productivité et sans embauche. De nouvelles productions sont également développées sur les sites mosellans. Par exemple, le site PSA de Trémery produira à partir de février 2012 le moteur à essence EB. Ce moteur qui a nécessité un investissement de 240 millions d'euros permettra la création à terme de 500 nou-

veaux postes. Par rapport au trimestre précédent, les effectifs de ce secteur augmentent de 0,3%.

Ce rebond a été soutenu par une demande étrangère plus importante. Les équipementiers travaillant pour exporter, vers les pays en voie de développement notamment, maintiennent leur activité. THYSSENKRUPP a investi près de 14 millions d'euros sur le site de Florange dans une nouvelle ligne de production de systèmes de direction de troisième génération (électronique et non plus hydraulique). MERCEDES s'est porté client de la production et l'établissement vient d'obtenir également le marché de DACIA. Pour faire face aux commandes, une centaine de recrutements devraient avoir lieu dans l'année, dont une dizaine d'ingénieurs.

Enfin, une centaine de postes ont été créés dans le secteur des industries extractives, eau, énergie, dépollution et gestion des déchets. Cela représente une croissance de 0,7% en un trimestre.

Le maintien de la production industrielle en Lorraine a entraîné la constitution de stocks qui sont maintenant jugés trop importants. L'activité industrielle devrait baisser à la fin de l'année 2011 pour adapter la production à la demande. Les entreprises industrielles lorraines continuent d'investir.

L'avenir de la sidérurgie lorraine en suspens

La direction d'ARCELORMITTAL a décidé l'arrêt temporaire de la phase liquide (arrêt temporaire du haut fourneau P6) et un ralentissement de la branche packaging (fabrication et commercialisation d'aciers pour emballage). Cette mesure entraîne le chômage partiel de 1 500 salariés, dont les 400 intérimaires travaillant sur le site.

Suivant une autre stratégie, le groupe sidérurgique AKERS s'est restructuré et a investi 7 millions d'euros sur le site de Thionville, suite à la fermeture de l'usine de Fraisse. Ce nouvel outil devrait améliorer la productivité et offrir une nouvelle gamme. L'investissement va permettre de recruter une vingtaine de personnes.

Baisse régulière des créations d'entreprises

Entre le deuxième et le troisième trimestre 2011, la diminution des créations d'entreprises en Lorraine est identique à celle constatée au trimestre précédent

(-1,1%). Le phénomène est plus accentué au niveau national, avec une baisse d'environ 4%.

Le commerce (75 créations de moins) et le secteur composite des activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (58 créations de moins) contribuent le plus à cette baisse. À l'inverse, le secteur de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale enregistre 80 créations supplémentaires.

Les quatre départements lorrains sont concernés par la baisse, notamment la Moselle avec un recul de 11% par rapport au troisième trimestre 2010. Et hormis en Meurthe-et-Moselle, les créateurs ont moins porté leur choix sur les auto-entreprises que l'année précédente.

Les exportations lorraines : une amélioration en trompe-l'œil

Au troisième trimestre 2011, la Lorraine a exporté pour près de 4,3 milliards d'euros de biens. Cela représente une hausse de 10,5% par rapport au même trimestre de l'année précédente, mais les niveaux d'avant-crise sont encore loin d'être retrouvés. La dégradation du contexte tant international qu'euro-péen pèse négativement sur les niveaux des exportations. Les échanges extérieurs lorrains sont principalement intra-communautaires, avec près de 83% des exportations régionales. Au troisième trimestre 2011, les exportations à destination de l'Allemagne, soit un tiers des exportations lorraines, augmentent de 22,1% par rapport au troisième trimestre 2010.

Le montant des exportations s'accroît dans la plupart des secteurs industriels lorrains. Le secteur des matériels de transport, pre-

mier exportateur régional, enregistre notamment une hausse de 10,5% par rapport au troisième trimestre 2010. Celui des produits chimiques, parfums et cosmétiques est en hausse de 16,2%. Le secteur des produits agricoles lorrains progresse de près de 70% et dépasse ses niveaux d'exportations de 2008.

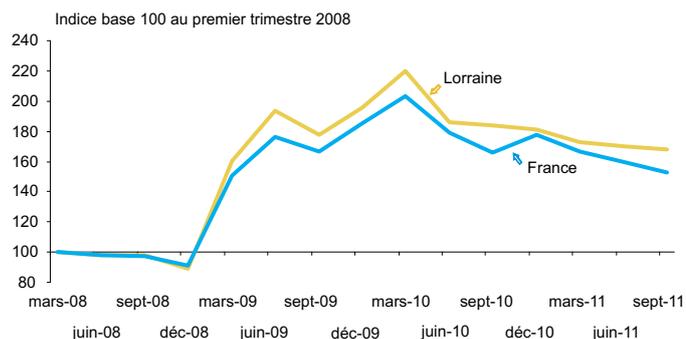
Le Conseil Régional de Lorraine a signé, en juillet 2011, un partenariat avec l'État, la Préfecture de Région et d'autres partenaires (Ubifrance, COFACE, CCIRL, CCEF, OSEO), visant à soutenir les entreprises lorraines dans leur développement international grâce à un guichet unique. La Lorraine devient une région pilote avec un service dédié au développement des TPE et PME lorraines sur les marchés extérieurs.

Logement : permis de construire en augmentation

Les surfaces de locaux autorisés pour la Lorraine augmentent de près de 48% par rapport au troisième trimestre 2010. Sur la même période, le nombre de logements autorisés augmente de plus de 20%. Les entreprises du gros-œuvre sont pessimistes malgré la hausse de la demande. Elles craignent une chute prochaine de leur activité liée à l'incertitude économique, notamment pour la construction de logements individuels. L'augmentation des prix du neuf est principalement liée à l'augmentation des matériaux et aux contraintes imposées aux bâtiments basse consommation. Les logements individuels représentent au troisième trimestre 2011 près de 56% des logements mis en chantier. Les entreprises spécialisées dans le second-œuvre sont beaucoup plus optimistes. La hausse de la demande les dote d'un carnet de commandes conséquent.

Création d'entreprise : la baisse continue

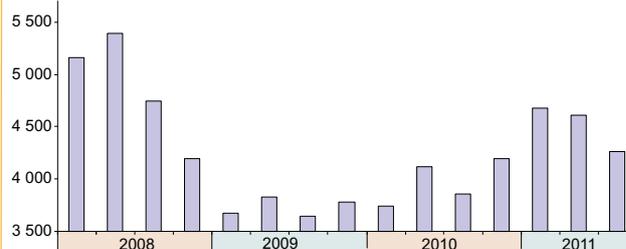
Créations d'entreprises (données CVS-CJO)



Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE)

Évolution des exportations lorraines

En millions d'euros



Source : Douanes

La situation des entreprises de travaux publics est très hétérogène. Globalement, le niveau d'activité semble satisfaisant. Les collectivités, l'État et les chambres consulaires consacreront 28 millions d'euros à la première tranche de la plateforme multimodale lorraine. Elle sera aménagée sur trois sites (Illange, Metz et Frouard). De la même façon, les travaux pour la LGV Est avancent. Pendant deux ans, un tunnelier de 2 100 tonnes va creuser les quatre kilomètres du tunnel de Saverne. Ce chantier va mobiliser 300 employés au plus fort de son activité. Malgré cela, la situation financière des collectivités territoriales fait redouter à terme une baisse du niveau d'activité.

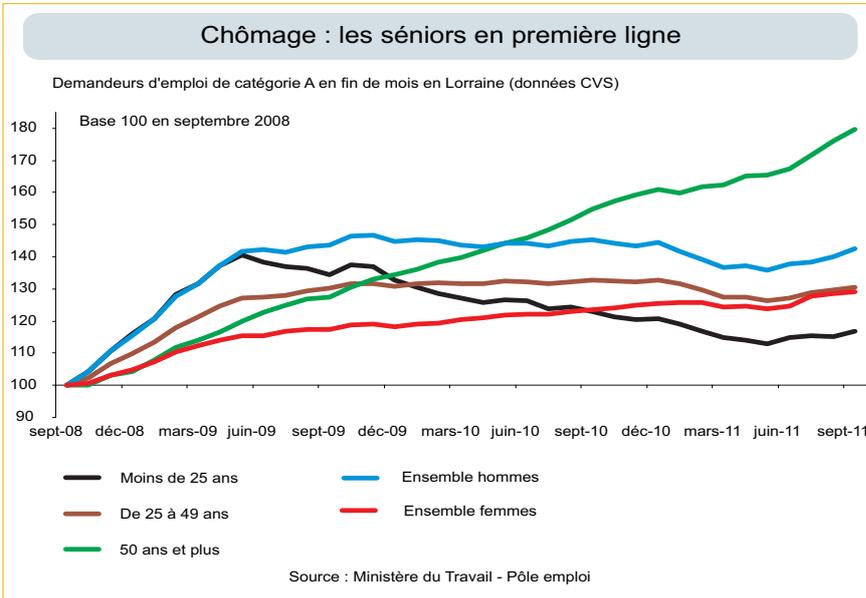
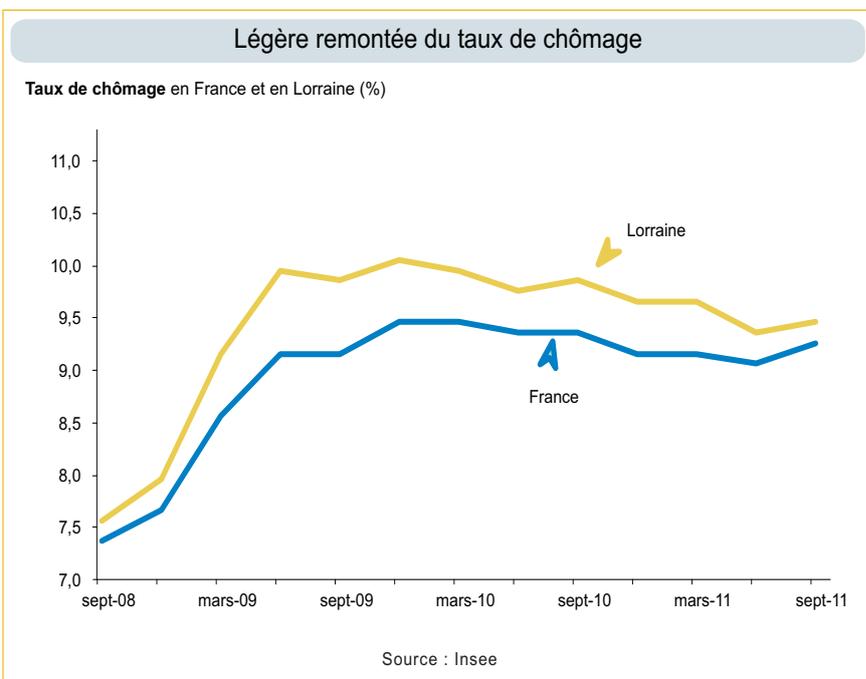
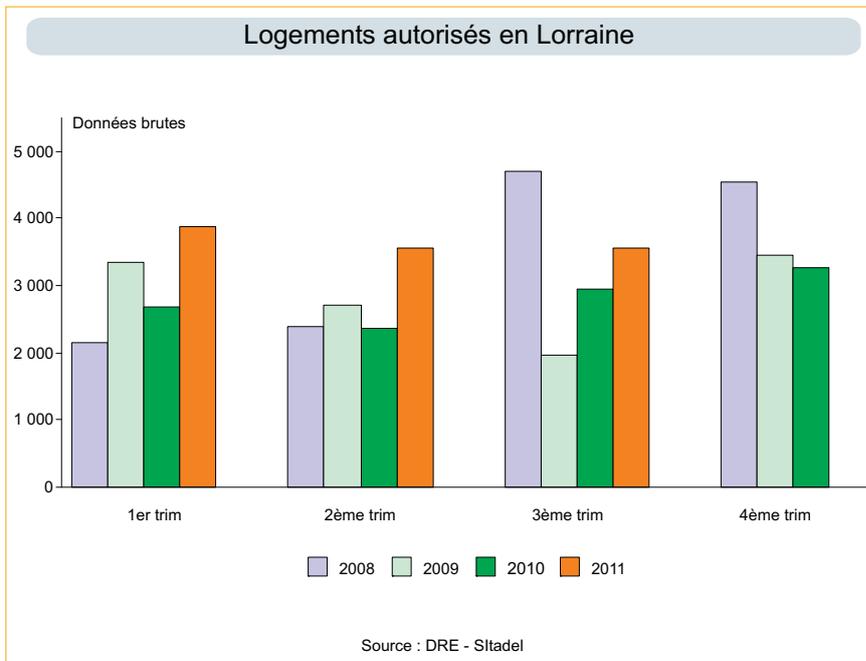
Chômage : hausse plus modérée qu'au niveau national

Au troisième trimestre 2011, le chômage touche 9,5% de la population active en Lorraine. Le taux de chômage lorrain augmente de 0,1 point par rapport au trimestre précédent, contre 0,2 point au niveau national. L'écart entre le taux régional et le taux national continue de se réduire et s'établit à 0,2 point.

Le taux de chômage augmente dans trois des quatre départements lorrains. Seul le département de la Moselle échappe à la hausse. Le département le moins touché par le chômage est la Meurthe-et-Moselle avec un taux de chômage de 9,1%. À l'extrême opposé, les Vosges ont 10,7% de leur population active touchée par le chômage.

Au troisième trimestre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 3,4% pour les hommes et de 3,6% pour les femmes. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A de moins de 25 ans s'accroît de 1,6% et celui des demandeurs de 25 à 49 ans de 2,7%. La plus forte hausse (+7,4%) touche les chômeurs de 50 ans et plus (+16,1% sur un an).

Le chômage de très longue durée s'intensifie. En un trimestre, le nombre de Lorrains au chômage depuis au moins deux ans augmente de près de 3%.



Savoir plus :

- Note de conjoncture de l'Insee -
Décembre 2011

- Cahiers lorrains de l'emploi - Le marché du travail en septembre 2011 -
DIRECCTE Lorraine, Pôle emploi -
septembre 2011

- Site internet : www.insee.fr

Ministère de l'économie, des finances
et de l'industrie

Insee

Institut National de la Statistique
et des Études Économiques

Direction Régionale de Lorraine

15, rue du Général Hulot

CS 54229

54042 NANCY CEDEX

Tél : 03 83 91 85 85

Fax : 03 83 40 45 61

www.insee.fr/lorraine

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Christian TOULET

Directeur régional de l'Insee

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Bertrand KAUFFMANN

Jean-Jacques PIERRE

RESPONSABLE ÉDITORIALE

ET RELATIONS MÉDIAS

Brigitte VIENNEAUX

RÉDACTRICE EN CHEF

Agnès VERDIN

RÉALISATION DE PRODUITS

ÉDITORIAUX

Édith ARNOULD

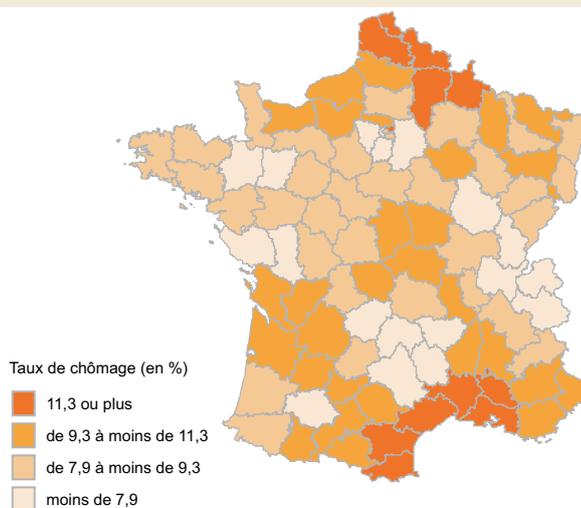
Marie-Thérèse CAMPISTROUS

N° à la CPPAP AD 176

ISSN : 0293-9657

© INSEE 2012

Chômage en Meurthe-et-Moselle : en dessous de la moyenne nationale



Source : Insee

© IGN - INSEE 2012

Au troisième trimestre 2011, en France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,3 %, soit 2,6 millions de personnes. Il est en hausse de 0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2011. Six régions métropolitaines seulement ont un taux supérieur au taux national. En Lorraine notamment, le chômage touche 9,5% de la population active.

La Meurthe-et-Moselle est le seul département lorrain dont le taux de chômage (9,1%) est inférieur à la moyenne nationale. En Moselle, il s'établit à 9,4% de la population active, soit 0,1 point de plus que sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans la Meuse, l'écart avec la moyenne nationale est de 0,3 point. Enfin, le département des Vosges, avec un taux de chômage de 10,7%, se situe parmi les vingt départements métropolitains les plus touchés.

MÉTHODOLOGIE

Demandeurs d'emploi en fin de mois

Depuis février 2009, les données sur les demandeurs d'emploi sont présentées selon de nouveaux regroupements statistiques (catégories A, B, C, D, E). La plupart des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi : certains sont sans emploi (catégorie A), d'autres exercent une activité réduite courte, d'au plus 78 heures au cours du mois (catégorie B), ou une activité réduite longue, de plus de 78 heures au cours du mois (catégorie C). Par ailleurs, certaines personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi : elles sont soit sans emploi et non immédiatement disponibles (catégorie D), soit pourvues d'un emploi (catégorie E).

LES CHIFFRES CLÉS EN LORRAINE

Indicateurs conjoncturels	3 ^{ème} trimestre 2011	2 ^{ème} trimestre 2011	3 ^{ème} trimestre 2010
Évolution de l' emploi salarié (Insee - URSSAF) CVS	-0,4%	+0,2%	+0,4%
Taux de chômage au sens du BIT (Insee) CVS	9,5%	9,4%	9,9%
Demandes d'emploi en fin de mois, catégorie A (Pôle emploi-Direccte) CVS	105 130	101 580	104 070
Demandes d'emploi en fin de mois, part des moins de 25 ans (Pôle emploi-Direccte) CVS	16,9%	17,3%	18,0%
Créations d' entreprises (toutes origines) (Insee SIRENE) CVS	3 605	3 646	3 942